

Questions orales

[Français]

L'EMPLOI

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Les politiques conservatrices ont provoqué 150 mises à pied chez Black & Decker, 150 chez Marconi et 2 000 au CN, pour un total de plus de 7 000 mises à pied à Montréal en quelques mois seulement. Aujourd'hui, un Montréalais sur quatre vit sous le seuil de la pauvreté. Maintenant, Montréal est la ville avec le taux de chômage le plus élevé au Canada. Et on compte plus de 222 000 chômeurs à Montréal. Ma question s'adresse au ministre des Finances: Quand entend-il présenter devant cette Chambre et aux Canadiens une politique économique qui créera des emplois pour les Montréalais?

[Traduction]

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, le député a parlé des mises à pied dans sa région du Québec. Le gouvernement déplore et comprend l'énormité des changements que subit l'infrastructure industrielle de certaines régions du Québec. Cependant, je rappelle au député que grâce à nous, il y a à l'heure actuelle 1 280 000 travailleurs de plus qui occupent un emploi qu'il n'y en avait en 1984. Je lui rappelle également que selon le rapport qu'a déposé la Banque royale le 19 décembre 1990, le secteur de la fabrication au Canada est de près de 10 p. 100 plus considérable qu'il ne l'était à la fin de 1982.

La force de l'économie canadienne est toujours là, et si elle peut par ailleurs compter sur une nouvelle baisse des taux d'intérêt et d'inflation, je suis sûr que nous assisterons à une amélioration réelle de la situation économique dans sa région et partout ailleurs au Canada.

[Français]

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Si aujourd'hui il y a tant de chômeurs à Montréal, c'est à cause de sa politique de taux d'intérêts élevés. Quand le ministre des Finances va-t-il réaliser, une fois pour toutes, que ses politiques économiques sont désastreuses pour le Canada, et surtout pour le Québec? Et quand va-t-il annoncer un projet de relance de l'économie à Montréal? Qu'est-ce qui arrive au rapport Picard qui dort sur les tablettes depuis deux ans?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le budget a été conçu afin de favoriser, grâce à la baisse des taux d'intérêt, la relance partout au Canada, et pas seulement dans la ville de Montréal ou la province de Québec.

Le député révèle bien de quel bois il se chauffe quand il déclare que le gouvernement devrait s'efforcer de remettre l'économie en marche en distribuant de l'argent ici et là dans différentes régions du pays. Cela ne contribuerait qu'à maintenir des taux d'intérêt élevés, alors que le budget recherche l'effet contraire. Nous tenons à faire baisser les taux d'intérêt et à avantager ainsi toutes les entreprises de Montréal, voire tous les particuliers qui souhaitent s'acheter une nouvelle maison, une nouvelle voiture ou autre chose.

Si l'ancienne formule avantageait certains, la nouvelle formule, qui est la nôtre, avantage tous les Canadiens, grâce à la baisse des taux d'intérêt.

* * *

LA BANQUE DU CANADA

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je m'adresse au ministre des Finances qui a déclaré la semaine dernière à des hommes d'affaires réunis à Toronto que les fortes augmentations salariales font du tort au Canada. Pourtant, la Banque du Canada vient d'accorder des hausses de salaire de 9 p. 100 à ses employés, et John Crow lui-même a vu son salaire augmenter de 103 000 \$ depuis 1986.

Le gouvernement pourrait-il me dire comment il peut espérer maintenir sa crédibilité en ordonnant de geler les salaires de toutes les secrétaires mal payées partout au Canada, alors qu'il vient tout juste d'accorder de fortes augmentations salariales à tous ces hauts fonctionnaires?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Sauf erreur, monsieur le Président, le député sait pertinemment que les sous-ministres, ainsi que les cadres supérieurs de la Fonction publique et les administrateurs des sociétés d'État ont obtenu l'année dernière une augmentation de 4,2 p. 100, augmentation à peu près comparable à la moyenne des augmentations accordées aux fonctionnaires fédéraux, qui se situait autour de 5 p. 100 alors qu'elle a été très supérieure dans le secteur privé.

Ainsi, au sein du gouvernement, nous avons fait preuve de beaucoup de modération. Nous sommes par ailleurs déterminés à appliquer dorénavant la politique salariale que nous avons annoncée, de sorte que nous n'accorderons plus aux cadres supérieurs de la fonction publique de hausses salariales supérieures à la moyenne accordée aux autres fonctionnaires fédéraux.